

Décloisonner l'écologie

Acheter en vrac, local, bio, baisser le chauffage, consommer mieux, consommer moins... une série de bons gestes qu'on nous matraque. Le discours est connu depuis les années 90. Une rhétorique développée par les acteurs gouvernementaux face à la difficulté de mobiliser les industriels¹. Avant l'arrivée du changement climatique à nos portes (comme les incendies destructeurs en Europe lors de l'été 2018), c'était presque devenu un cliché : la photo catastrophe d'un ours polaire les pieds dans l'eau, avec conclusion de bons gestes à faire pour sauver la planète. Pourtant, de plus en plus de citoyen(ne)s vivent avec le sentiment pénible que ce n'est juste pas assez.

L'influence humaine sur l'accélération du changement climatique est un fait connu jouissant d'un large consensus scientifique. En cas de *business as usual*, les prévisions pour les décennies à venir s'annoncent catastrophiques : plus 5°C par rapport à l'ère préindustrielle à la fin du siècle. Si cela semble peu, il faut savoir que la différence de température globale entre les années 2000 et l'Âge de Glace est d'environ 4°C². Selon une étude de Météo-France, les vagues de chaleur pourraient ainsi dépasser 50°C dans de nombreuses régions françaises d'ici la fin du siècle et 60°C en Asie du Sud³. Entre autres conséquences : acidification des océans, sécheresses, catastrophes climatiques jetant sur les routes trois milliards de réfugiés⁴... Des prévisions qui peuvent rapidement s'avérer anxiogènes, surtout que la diminution du carbone n'est pas la seule bataille environnementale à mener : pesticides, surpêche, déforestation, pollution des océans par la surproduction de plastique... c'est toute la tendance à la destruction par l'Homme de son espace de vie qu'il faut renverser.

Dans un climat où on hésite de plus en plus entre la politique de l'autruche (le changement climatique est loin / ce n'est pas mon problème), l'optimisme démesuré (il suffit que chacun(e) fasse des petits gestes pour « sauver la planète »), le pessimisme paralysant (de toute façon, c'est foutu, tout va s'effondrer) et le repli sur soi (nationalisme exacerbé, achat par les plus aisés de terrains en autonomie), il est facile d'être déstabilisé, renvoyer la faute sur un Autre toujours changeant, s'attacher des œillères en espérant réduire artificiellement la complexité du problème. Pourtant, ces œillères, il serait bon d'en soulever quelques-unes :

1. Chacun fait sa part

L'idée est bien ancrée en politique : chacun a la liberté de se convertir à l'écologisme, plaçant la responsabilité sur le citoyen(n)e seul(e). Pourtant, considérer que chaque individu est maître de ses agissements n'est ni équitable ni réaliste. Chez nous, toute une partie de la population n'a pas le luxe d'isoler son logement (si elle en possède un), avoir un métier en lien avec ses valeurs, manger bio et développer une foule d'habitudes écolo. Ces gestes demandent des ressources, mais également un espace mental suffisant. Les préoccupations personnelles de court terme – comment payer mon loyer, comment tenir jusqu'à la fin du mois – passent inévitablement avant la

¹ KOVACS Susan, « Introduction : Les paradoxes de la médiation environnementale », *Communication & langages*, 2012, vol. II, n°172, pp. 21-22.

² SANDALOWS David B., BOWLES Ian A. « Fundamentals of Treaty-Making on Climate Change », *Science*, 2001, vol. CCXCII, n°5523, p.1839.

³ S. HUET, « Climat : Trump veut casser le thermomètre », *Le Monde*, 17 août 2017, <http://huet.blog.lemonde.fr/2017/08/17/climat-trump-veut-casser-le-thermometre/>, consulté le 23 novembre 2017.

⁴ GEMENNE François, *Géopolitique du climat : négociations, stratégies, impacts*, Paris : Armand Colin, 2015, p.52 (un excellent ouvrage de manière générale).

recherche d'une recette de lessive naturelle. En Wallonie, 20% des ménages vivent en dessous du seuil de pauvreté⁵. Ce sont également ceux qui polluent le moins – cela même si, à chaque euro dépensé, la consommation des pauvres contient plus de carbone que celle des classes supérieures⁶. Car plus les salaires sont bas, plus on a tendance à acheter du *low cost*, du plastique, du carboné, pour tenir un peu plus longtemps à distance la misère.

Le même biais a tendance à pointer le bout de son nez quand on parle des pays du Sud. En vérité, les chiffres sur les émissions émises par pays sont trompeurs : ils ne prennent en compte ni la pollution historique du pays, ni les voyages internationaux, ni les importations (de biens de consommation généralement produits dans les pays du Sud)⁷. Si l'on considérait les importations, les émissions de CO₂ de la France augmenteraient de 50%⁸, tandis que les pays les plus émetteurs de CO₂ par habitant seraient les États-Unis, le Canada, l'Australie, les Pays-Bas et... la Belgique⁹.

Selon Oxfam, 50% des émissions individuelles sont imputables aux 10% des habitants de la planète les plus riches¹⁰ – ceux-là mêmes qui ont des intérêts directs dans la poursuite de fortes émissions et le maintien d'une économie mondiale inégalitaire.

2. La lutte écologiste prime

Dans un monde encore empreint d'inégalités, l'écologie ne peut devenir une cause suprême effaçant tout le reste : car elle n'est pas un terrain neutre. Toutes les catégories de populations ne subissent pas les dégâts environnementaux de la même façon – les femmes, les populations pauvres ou subissant une inégalité raciale sont bien plus vulnérables (vivent dans des endroits plus pollués, plus dépendant(e)s d'un environnement changeant, etc.¹¹). Et si le monde ouvrier peut s'avérer méfiant envers la lutte écologiste, c'est souvent par crainte d'une perte d'emploi – sans compensation, sans aide à la transition vers un « emploi vert », dans un monde où c'est toujours un peu plus chacun pour soi.

Le mouvement écologique est aujourd'hui principalement un mouvement de classes moyennes. Dans notre bulle, on oublie parfois le combat quotidien de ceux et celles qui nous semblent en faire trop peu. Mais c'est seulement en prenant en compte toutes les formes de domination – sur la nature, les précaires, les femmes, les personnes de couleurs – que l'on pourra construire des alliances et rallier les populations laissées à distance et pourtant les premières concernées. Ces luttes sont capables de se renforcer l'une l'autre et de faire émerger de nouveaux possibles... en ne laissant personne derrière.

3. Sauver le climat grâce aux consom'acteurs

⁵ <https://www.iweps.be/indicateur-statistique/taux-de-risque-de-pauvrete/>

⁶ F. FLIPO, « Les pauvres polluent moins que les riches ? Pas si simple », *BibliOBS*, 5 décembre 2015, <https://bibliobs.nouvelobs.com/idees/20151205.OBS0779/les-pauvres-polluent-moins-que-les-riches-pas-si-simple.html>, consulté le 7 février 2020.

⁷ Les chiffres ne prennent pas non plus toujours en compte le nombre d'habitants. Ainsi, la Chine, plus gros pollueur mondial global, se retrouve à la trente-cinquième place du classement lorsqu'on parle d'émissions produites par habitant.

⁸ RENOUARD Cécile, « Climat : discerner et négocier hors du cadre pour recadrer l'économie », *Négociations*, 2015, vol. II, n° 24, p. 16. La Chine, usine du monde et responsable des deux tiers de l'augmentation des émissions mondiales observées en 2007, exporte 48% de sa production (KLEIN Naomi, *Tout peut changer. Capitalisme et changement climatique*, Arles : Actes Sud, 2015, p.102).

⁹ DUBOIS Ghislain, CERON Jean-Paul, « Consommation et modes de vie : une autre perspective sur les politiques d'atténuation du changement climatique », *Natures Sciences Sociétés*, 2015, supp. 3, pp. 79-80.

¹⁰ https://www-cdn.oxfam.org/s3fs-public/file_attachments/mb-extreme-carbon-inequality-021215-fr.pdf

¹¹ Les communautés à faibles revenus ou comprenant des minorités raciales ont de plus grandes probabilités de vivre dans un environnement pollué ou près d'installations produisant des déchets toxiques. KRETZ Lisa, « Climate Change: Bridging the Theory-Action Gap », *Ethics and the environment*, vol. XVII, n°2, p.12.

¹² Dans les régions du Sud, par exemple, les femmes seront bien plus affectées que les hommes par le réchauffement, car ce sont elles qui fournissent principalement l'eau, la nourriture et les soins (VILLAGRASA Delia, « Kyoto Protocol Negotiations: Reflections on the Role of Women », *Gender and Development*, 2002, vol. XX, n°2, p. 40).

C'est le conseil habituel que l'on entend lorsqu'on cherche à agir : mieux consommer. C'est le terreau de l'éco-marketing, des éco-produits, des petits ajustements qui interrogent rarement les mécanismes qui conduisent aux dégâts environnementaux.

La lutte environnementale reste bien souvent ancrée dans la logique d'une économie marchande. C'est le grand problème de la dépolitisation de l'écologie : on en oublie d'interroger ce système dans lequel nous naissons, ce monde déjà organisé autour de l'énergie fossile, où il est justement difficile de ne pas consommer. Le principe de « croissance verte » est l'exemple même de cette contradiction : le néolibéralisme y reste accepté comme l'idéologie politico-économique dominante¹³, alors même que le mot « croissance » (sous-entendue infinie) est incompatible avec les capacités de notre planète (aux ressources finies).

Depuis deux siècles, notre modèle a conduit à l'hypertrophie du secteur marchand et à l'atrophie des politiques publiques – avec un gouvernement censé prendre en charge les conséquences négatives de l'organisation de notre économie (pollution, augmentation des inégalités, marchandisation de la nature, dumping fiscal et social...), alors que les industries ont comme seule responsabilité de produire et commercialiser des biens¹⁴, échappant largement aux réglementations. Dans ce cadre, la lutte écologiste individuelle est souvent faite de renoncements, de contradictions (comment arrêter de polluer dans un monde qui tourne au pétrole ? Comment me déplacer facilement sans voiture ? Trouver un emploi sans smartphone ou ordinateur ?) et de frustrations.

« Sauver le climat », c'est donc nécessairement remettre en débat différents modèles de société – pour converger vers des régimes plus respectueux des hommes et de l'environnement.

Politiser l'écologie, refuser l'effondrement

Consommer mieux pour « faire sa part », c'est un premier geste, utile et nécessaire. Mais il doit être considéré avant tout comme une porte d'entrée vers une écologie plus profonde, capable de faire des liens avec les autres luttes et d'interroger la tendance à la sur-responsabilisation des citoyen(ne)s à la promotion de solutions techniques, à la « verdurisation » des programmes politiques qui n'interrogent pourtant que peu notre système politico-économique.

Aujourd'hui, il semble nécessaire de démanteler les discours individualistes faits de privations et de résignations et de lier notre agir en consommateurs à notre agir en acteurs. De développer une révolution collective, inclusive, populaire, qui tisse des liens et expérimente de nouvelles formes d'être au monde. De pouvoir se réapproprier des savoir-faire, du temps, des interdépendances positives en lieu et place de dépendances qui nous piègent, de compétition, d'asservissement et de marchandisation.

Nous avons de la chance : Louvain-la-Neuve regorge de projets et d'actions pour utiliser nos mains (repair café, potager collectif...), échanger (prêteries, donneries, serviceries...), déconstruire les discours (conférences, festivals...), renforcer les liens (associations solidaires, intergénérationnelles...), vivre autrement (habitats légers, en commun...), contester (marches pour le climat, groupes de désobéissance civile...), penser l'organisation du territoire et de notre démocratie (comme l'AH, mais aussi de nombreux groupes citoyens). À nous de les animer, les développer, découvrir de nouveaux modes d'actions et y soulever partout les œillères.

Alix Buron

¹³ RANDALLS Samuel, « Broadening debates on climate change ethics: beyond carbon calculation », *The Geographical Journal*, 2011, vol. CLXXVII, n°2, p. 127.

¹⁴ RENOIARD Cécile, « Climat : discerner et négocier hors du cadre pour recadrer l'économie », *Négociations*, 2015, vol. II, n° 24, pp. 10-11.